

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 23 février 2022****Objet n° 16** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkouï, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, M. Yusuf Yildiz, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin.

#Objet : Règlement de Police concernant l'occupation de l'espace public à des fins commerciales - Approbation #**LE CONSEIL COMMUNAL**

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 119, 119bis, 133 et 135 §2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales;

Vu le Règlement Régional d'urbanisme ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes Bruxelloises ;

Vu le règlement communal d'urbanisme du 23 juin 2010 ;

Considérant que les terrasses, les étalages et autres dispositifs constituent une composante essentielle du paysage urbain ;

Considérant que l'occupation de la voie publique est identifiée comme source de nuisance physique dans le plan d'action communale contre les incivilités ;

Considérant la volonté d'assurer l'accessibilité des trottoirs et un partage harmonieux entre les différents usagers et les commerçants ;

Considérant la nécessaire balance des intérêts entre sécurité des usagers de la voie publique et liberté d'entreprendre des commerçants locaux ;

Considérant le besoin d'assurer un juste équilibre entre les fonctions de circulation et de séjour ;

Considérant la nécessité d'harmoniser les procédures existantes et de faciliter le contrôle ;

Considérant la nécessité de disposer d'un cadre réglementaire spécifique sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales ;

Considérant que, suite au Sommet de la Terre de 1992 à Rio, le « programme Agenda 21 » a été adopté et que l'administration communale de Schaerbeek a depuis mis en place l'Agenda Local 21, le Plan Communal de Développement Durable (baptisé Schaerbeek 2021) et le « Plan Climat » ; que l'interdiction d'accessoires tels que des parasols chauffants, chauffe-terrasse et autres dispositifs du genre rencontre l'objectif consistant à réduire efficacement l'empreinte écologique de la Commune ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la tranquillité et l'ordre public ;

DECIDE

Généralités**Article premier.**

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles administratives et techniques régissant l'installation des terrasses, distributeurs, étalages et objets connexes sur l'espace public à des fins commerciales avec l'objectif d'assurer l'accessibilité et un partage harmonieux entre les différents usagers et les commerçants bénéficiaires d'autorisations d'occupation de l'espace public.

Il est interdit d'occuper l'espace public à des fins commerciales, sans autorisation écrite préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins. L'autorisation détermine l'emprise au sol du dispositif et l'implantation des matériaux autorisés.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accepter des dérogations ponctuelles au présent règlement dans la mesure où l'esprit du règlement et de ses dispositions sur la sécurité et la tranquillité publiques sont garantis.

Article 2.

Les termes utilisés dans le présent règlement répondent aux définitions suivantes :

1. Terrasse : extension commerciale sur l'espace public dans le prolongement frontal de la façade d'un établissement HoReCa sur laquelle sont disposés des tables, chaises, mange-debout et éventuellement un certain nombre d'accessoires tels que parasols, bacs à plantes, chevalets,
2. Contre-terrasse : partie d'une terrasse placée du côté voirie de l'espace public.
3. Îlot de terrasse : partie d'une terrasse à proximité immédiate de l'établissement, mais séparée par une voirie.
4. Terrasse sur stationnement : terrasse placée sur un emplacement de stationnement entre la voirie et le trottoir.
5. Étalage : installation destinée à présenter à l'exposition ou à la vente sur la voie publique, tout objet ou denrées dont la vente s'effectue à l'intérieur du commerce devant lequel elle est établie.
6. Contre-étalage : partie d'un étalage placée du côté voirie de l'espace public.

7. Chevalet : dispositif simplement posé sur le sol, à simple ou double face, destiné à supporter une enseigne, une publicité ou une information (spécialités de la maison, menus, prix, promotions) et pouvant être déplacé.
8. Ecran de protection : dispositif constitué d'un panneau vertical destiné à protéger la terrasse d'un établissement HoReCa des intempéries ou à marquer les limites de la terrasse.
9. Parasol : abri portatif d'étoffe ou de toile, à un seul pied, de même forme qu'un parapluie, utilisé pour se protéger généralement du soleil (parfois de la pluie) et fixé à un support autre que la façade.
10. Tente solaire (store) : auvent ou toiture mobile de protection et de couverture, constitué d'une bâche en toile ou en plastique tendue sur une armature et fixé à la façade.
11. Tonnelle : abri temporaire et mobile constitué d'une armature rigide à 4 pieds minimum couverte d'une bâche en toile ou en plastique, utilisé pour se protéger du soleil et/ou de la pluie.
12. Rôtissoire : armoire chauffante équipée de broches et destinée à faire rôtir les viandes.
13. Tourniquet : dispositif rotatif destiné à la présentation de cartes postales, guides touristiques, etc.
14. Porte-menu : dispositif amovible servant de support au menu proposé par un établissement HoReCa (accroché au mur ou sur pied).
15. Etendards : pièce d'étoffe attachée à une hampe, portant l'insigne, le symbole, les couleurs du commerce.
16. Chauffe-terrasse : ensemble des dispositifs techniques permettant de chauffer l'air ambiant par conduction, rayonnement ou convection, ancrés ou non.
17. Installation : terme générique employé dans le présent règlement pour désigner l'ensemble des termes visés dans cet article.

Prescriptions valables pour toutes les installations

Article 3.

Sous réserve d'une dérogation dans le cadre d'un permis d'urbanisme, toutes les prescriptions des règlements d'urbanisme doivent être respectées.

Article 4.

La longueur de l'installation ne peut dépasser les limites latérales du commerce.

L'extension de l'installation devant un immeuble, un mur aveugle et/ou un commerce voisin est interdite.

L'accès à l'immeuble ou aux étages doit toujours rester libre.

Article 5.

Un passage pour les piétons, libre de tout obstacle, de 1m50 minimum doit toujours être garanti. Ce passage libre signifie qu'aucun obstacle (mobilier urbain, signalisation, distributeur, etc.) ne peut diminuer cet espace de 1m50 sur le cheminement piéton prévu.

La largeur disponible est la distance entre la façade du commerce et la limite de la chaussée après déduction de la distance de placement des obstacles présents sur l'espace public.

Le marquage au sol pour les personnes malvoyantes ne peut être entravé.

Article 6.

L'installation doit être tenue en parfait état d'entretien et de propreté (matériaux, peinture etc) qu'il s'agisse de l'installation elle-même comme de ses abords. Cela implique un nettoyage quotidien de la surface occupée et de ses abords. Les débris (papiers, déchets, mégots,...) doivent être enlevés sans délai. Les débris ainsi enlevés ne peuvent en aucun cas être répandus dans le caniveau ou dans les fosses d'arbres.

Le mobilier doit être maintenu en permanence dans un parfait état et remplacé en cas d'usure.

Article 7.

Les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité aux abords de l'établissement concerné.

Les détenteurs de l'autorisation s'engagent à informer leur clientèle et à l'inciter à respecter la tranquillité des abords de l'établissement concerné.

Les détenteurs de l'autorisation devront prendre toutes les précautions pour installer et ranger le mobilier et ses accessoires, au moment de l'ouverture et de la fermeture, d'une manière silencieuse.

Article 8.

§ 1. Seuls le matériel, le mobilier et les accessoires spécifiés dans l'autorisation sont admis dans l'emprise autorisée et doivent y être placés.

Les installations ou occupations sont sous la seule responsabilité des bénéficiaires de l'autorisation pour tout accident, dégât ou dommage subi ou occasionné, de quelque nature que ce soit. La Commune ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages causés à leurs mobiliers et accessoires du fait des passants ou de tout accident sur la voie publique.

§ 2. Aucune installation ne peut être de nature à gêner l'accès ou la manœuvre d'une bouche d'incendie, d'une vanne d'eau, d'un obturateur d'une canalisation de gaz ou d'une entrée de bâtiment.

§ 3. Les installations ou occupations doivent présenter toutes les garanties requises en termes de sécurité et de respect des réglementations. Elles doivent notamment être réalisées en matériaux arrondis ou souples, sans angle vif.

§ 4. La publicité est autorisée sur les terrasses pour autant qu'elle soit apposée sur du mobilier autorisé conformément à l'autorisation délivrée par l'autorité compétente.

§ 5. Dans le cas où le gérant souhaiterait ajouter un mobilier supplémentaire par rapport à l'autorisation initiale, il devra introduire une nouvelle demande d'autorisation d'occupation de la voie publique en respectant la procédure prévue par ce Règlement.

Article 9.

Le service en terrasse et l'utilisation du mobilier (que ce soit pour consommer ou non) est interdit dès 00h00 en semaine et dès 01h00 les veilles de jours fériés, vendredi et samedi. A partir de 00h00 en semaine et de 01h00 les veilles de jours fériés, vendredi et samedi, le mobilier de la terrasse doit être rangé de telle sorte à ce que la clientèle ne s'y installe plus.

Le mobilier doit impérativement être retiré de l'espace public dès lors qu'il n'y a plus d'activité (établissement fermé pour quelque raison que ce soit) durant plus de 48 heures consécutives.

Article 10.

Les parasols et assimilés doivent être installés de telle sorte qu'une fois déployés, ils ne dépassent pas les limites de l'emprise

autorisée et ne constituent pas une gêne pour la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite et des véhicules aux abords de la voirie. La hauteur minimum de ces dispositifs doit être de 2m50. Si les conditions de l'espèce ne le permettent pas, la hauteur libre minimale peut-être descendue à 2m20.

Les parasols ou assimilés doivent respecter la visibilité des commerces voisins. Leur implantation ne peut cacher les panneaux de signalisation quels qu'ils soient ou les feux tricolores.

Nonobstant les prescriptions requises par les réglementations urbanistiques en vigueur, les dispositifs de protection de type auvent, marquise ou store ne dépassent pas l'emprise autorisée des terrasses et les dispositifs mobiles sont repliés en dehors des heures d'ouverture des établissements.

Les installations ne peuvent entraver les dispositifs d'éclairage public, de signalisation routière et tout autre objet placé dans l'intérêt public.

Article 11.

Les moquettes, tapis et tout revêtement de sol recouvrant le trottoir sont interdits. Lorsque la terrasse ou l'étalage se trouve sur des trottoirs présentant une inclinaison importante, l'implantation d'un plancher peut être demandée par l'introduction, auprès du service urbanisme, d'une demande de permis. Leur conception doit permettre le déplacement ou l'enlèvement dans un court délai (moins d'une heure). Le plancher ne peut en aucun cas être fixé au sol ou aux façades.

Les appareils destinés à chauffer la terrasse sont interdits.

Les appareils destinés à la préparation des aliments (rôtissoire etc.) sont soumis à l'autorisation écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins. Indépendamment du respect de la distance de 1m50 prévue pour le passage des piétons, une zone de sécurité de 1m supplémentaires devra être prévue.

Prescriptions particulières : les terrasses, contre-terrasses, îlots de terrasse & terrasses sur stationnement

Article 12.

Ne peuvent être acceptés en terrasse que les mobiliers dont les dimensions et le nombre sont compatibles avec l'emprise au sol autorisée. Le mobilier et les accessoires doivent toujours rester dans l'emprise autorisée de la terrasse.

Article 13.

Dans le cas du placement d'une terrasse et d'une contre-terrasse, un passage de minimum 2 m doit être garanti. La largeur cumulée de la terrasse et de la contre-terrasse ne peut excéder 50 % de la largeur utile du trottoir. En présence d'un trottoir contigu à une zone de circulation ou de stationnement, la contre-terrasse doit être en retrait de 0m90 de la bordure de trottoir.

Article 14.

La sonorisation de la terrasse est interdite.

Article 15.

Les détenteurs de l'autorisation sont responsables de la propreté et du respect de la tranquillité des abords de l'établissement concerné. Des cendriers et des poubelles fermées et adéquats à leur type d'utilisation devront être mis à la disposition de la clientèle en suffisance.

Article 16.

Des écrans de protection perpendiculaires ou parallèles à la façade doivent être rigides, translucides, démontables et dans un style unique. Ils peuvent comporter un sous-bassement (jardinières etc.) de hauteur limitée à 0m80. La hauteur maximale des écrans de protection, y compris le sous-bassement, est fixée à 1m30. Cette limite de 1m30 se calcule depuis le sol.

Article 17.

Les jardinières sont disposées dans l'emprise autorisée de la terrasse de façon à ne pas gêner les riverains et les commerces voisins. Elles doivent être entretenues par le détenteur de l'autorisation. Les plantes potentiellement toxiques et volumineuses sont interdites. La hauteur maximale de la végétation y compris la jardinière est fixée à 1m30. Cette limite de 1m30 se calcule depuis le sol.

Article 18.

L'implantation de la terrasse tient compte des personnes à mobilité réduite. Afin d'accueillir des personnes en fauteuil roulant, une hauteur de table de 0m73 minimum est recommandée.

Article 19.

Si le trottoir présente une inclinaison importante, ou dans le cas du placement d'une terrasse sur une zone de stationnement (autorisée tant que la sécurité publique est sauve), le placement d'un plancher est obligatoire moyennant présentation d'un permis d'urbanisme. Le plancher sera en bois à l'exclusion de tout autre matériau. Il ne peut en aucun cas être fixé au sol ou aux façades.

L'écoulement des eaux usées devra être maintenu sous le plancher.

Le plancher doit présenter une surface sans aucun interstice pour éviter l'accumulation de déchets sous celui-ci.

Aucun revêtement ne peut recouvrir le plancher.

Les accès aux réseaux souterrains devront toujours rester garantis. La conception doit permettre le déplacement ou l'enlèvement en moins d'une heure.

Article 20.

L'accès à la terrasse sur une zone de stationnement se fera uniquement du côté trottoir. Des barrières de protection latérales et côté circulation, d'une hauteur minimum de 1m50, sont exigées. Des dispositifs réfléchissants seront placés sur les 3 côtés des barrières de protection.

Le seul mobilier en surplomb qui peut être installé dans une terrasse sur place de stationnement est le parasol. Aucun mobilier de type marquise, auvents, stores extérieures ou tente n'est autorisé sur les emplacements de parking.

Prescriptions particulières : étalages et contre-étalages

Article 21.

Un étalage est destiné uniquement à la présentation de la marchandise dont la vente principale s'effectue à l'intérieur du commerce. L'étalage ne peut en aucun cas être utilisé comme zone de stockage. Les marchandises ne peuvent être présentées directement sur le sol ou sur une palette.

Article 22.

Dans le cas du placement d'un étalage et d'un contre-étalage, un passage de minimum 2m doit être garanti entre l'extrémité de l'étalage et le début de bordure du trottoir (ou tout autre obstacle).

Article 23.

La largeur de l'étalage ne doit pas excéder celle de la façade de l'établissement, déduction faite le cas échéant, de la largeur du passage permettant l'accès à l'immeuble.
Seules sont autorisées les installations d'une hauteur maximale de 1m30. Leurs modèles doivent être précisés dans les demandes d'occupation de l'espace public.

Prescriptions particulières : chevalet/porte-menu/étendard annuel et autres présentoirs

Article 24.

Tout commerce peut effectuer une demande de chevalet ou de porte-menu ou d'étendard ou autre présentoir dans les conditions fixées par le Règlement.

Pour les commerces disposant d'une autorisation de terrasse ou d'étalage, un chevalet ou porte-menu ou étendard ou autre présentoir peut être placé dans l'enceinte de la terrasse sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter une autorisation spécifique.

Pour le traitement de la demande de chevalet ou porte-menu ou d'étendard, l'établissement doit fournir les éléments suivants :

- une copie des statuts (si le commerce est exploité par une personne morale) et de la carte d'identité de l'exploitant ;
- des photos des lieux et du dispositif proposé ou simulation.

Article 25.

Lorsque l'établissement bénéficie d'une autorisation de terrasse, le chevalet ou porte-menu ou étendard doit être obligatoirement installé dans l'emprise de la terrasse, à moins qu'un emplacement spécifique n'ait été prévu dans le cadre d'un réaménagement de voirie validé par les autorités publiques.

Lorsque l'établissement ne bénéficie pas d'une autorisation de terrasse, le chevalet ou porte-menu ou étendard ne peut être autorisé que si la largeur du trottoir permet le maintien des 1m50 pour la circulation des piétons.

Article 26.

Le chevalet ou porte-menu ou étendard doit être amovible, sans implantation dans le sol et destiné à supporter une annonce d'une hauteur maximale d'1m20 et d'une largeur de 60 cm maximum.

Tout porte-menu fixé à la façade ou au sol nécessite une demande de permis d'urbanisme auprès du Département de l'Urbanisme.

Il ne peut être autorisé qu'un seul chevalet ou porte-menu amovible par établissement.

Un maximum de 2 porte-menus fixés à la façade peut être octroyé par établissement, moyennant obtention d'un permis d'urbanisme auprès du Département de l'Urbanisme.

Les inscriptions publicitaires sont limitées à maximum 10 % de la surface du chevalet ou porte-menu.

Les photos de plats cuisinés sont interdites.

Demande d'autorisation

Article 27.

Toute occupation de l'espace public par une installation de terrasse, distributeur, étalage, présentoir, ou autre occupation commerciale est soumise à autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Un recours contre une décision de refus du Collège des Bourgmestre et Echevins peut être introduit devant le Conseil d'Etat.

Article 28.

Les personnes morales ou physiques, exploitants d'un commerce en rez-de-chaussée ouvert sur l'espace public et dont le dossier administratif est en ordre et de même auprès de l'urbanisme peuvent introduire une demande d'autorisation de placement d'un distributeur ou d'étalage.

Dans les mêmes conditions et pour autant qu'il s'agisse d'un HoReCa, l'exploitant, personne physique ou morale, peut introduire une demande de placement d'une terrasse.

Article 29.

§ 1. Seule une personne représentant valablement l'établissement peut déposer une demande.

§ 2. Le dossier de demande d'autorisation doit être adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins et doit comporter :

1. Le formulaire de demande prévu à cet effet dûment rempli ;
2. Un plan détaillé et correctement métré, dessiné à l'échelle sur du papier millimétré, précisant l'implantation du dispositif par rapport au commerce exploité, reprenant la façade, l'accès d'immeuble, le trottoir et la chaussée, ainsi que tous les obstacles et éléments (tables, chaises, parasols, chevalets, mobilier urbain, potelets, arbres etc.) ;
3. Le nombre et la description précise du matériel et du mobilier qui sera placé ;
4. Au minimum trois photos en couleur du lieu, montrant le bâtiment, son environnement, et les abords de l'installation projetée (trottoir, mobilier urbain, arbres, plantations etc.) ;
5. La preuve de paiement de la redevance inhérente aux frais de dossiers administratifs ;
6. En cas d'installation d'un mobilier fixe, une terrasse sur zone de stationnement ou un plancher, l'avis du service urbanisme et/ou le permis urbanisme ;
7. Pour une terrasse fixe (sur plancher, protégée ou fermée) ou dont la superficie est supérieure à 50 m² ou lorsqu'une terrasse sera placée à moins de 10 mètres d'un bien protégé, une demande de permis d'urbanisme doit être introduite auprès du Département de l'Urbanisme, lequel informera la Cellule police administrative de la décision finale ;
8. En cas d'installation sur le domaine public de la région de Bruxelles-capitale, l'autorisation de l'autorité régionale (Bruxelles mobilité).

§ 3. Une demande incomplète est considérée comme irrecevable. Le titulaire de la demande en est informé par courrier. Si, dans les 60 jours qui suivent cette notification, la demande n'est pas valablement complétée, la demande est annulée et ce, sans notification.

Article 30.

Sur la base des avis émanant des services communaux, de la police, des pompiers ou des autorités supérieures, la demande peut être refusée ou des restrictions peuvent être imposées.

Article 31.

L'autorisation est accordée à l'exploitant (personne physique représentante, le cas échéant, d'une personne morale) pour une adresse spécifique. Elle n'est pas transmissible à des tiers.

Article 32.

Les autorisations sont accordées à titre précaire et révocable. Elles peuvent par conséquent être modifiées, suspendues ou retirées, à

tout moment, sans préavis et sans indemnité, pour des motifs d'intérêt général (travaux de voirie, événements exceptionnels, manifestations, placement de panneaux de signalisations, etc.).

Article 33.

Le permissionnaire est tenu au paiement d'une cotisation fiscale pour l'occupation privative du domaine public et ce, en application des règlements communaux. Le paiement de la cotisation fiscale ne dispense pas de l'obligation de demander l'autorisation requise.

Article 34.

§ 1. L'autorisation d'occupation du domaine public peut être accordée soit pour quelques jours à l'occasion d'une fête ou manifestation exceptionnelle, soit de façon annuelle.

§ 2. L'autorisation est valable pour une durée de cinq ans.

Dès l'expiration de l'autorisation, l'installation doit être enlevée immédiatement. La voie publique doit être rendue propre. Toute construction non autorisée fera l'objet d'un enlèvement d'office et aux frais de l'exploitant.

Contrôle & sanctions

Article 35.

L'autorisation ne produit ses effets qu'à partir de son affichage de manière visible sur la vitrine et facilement lisible de l'extérieur.

Article 36.

Les titulaires d'autorisation doivent se prêter aux opérations de contrôle de l'autorisation et/ou de mesurage des dispositifs tant des fonctionnaires communaux que de la police.

Article 37.

Le plan annexé à l'autorisation doit pouvoir être remis à la police à première demande lors des contrôles.

Les preuves de paiement de la taxe annuelle d'occupation de l'espace public doivent pouvoir être présentées à chaque demande des autorités compétentes.

Article 38.

§ 1. Le non-respect des dispositions du présent règlement sera sanctionné soit d'une amende administrative, soit d'une suspension ou d'un retrait administratif de l'autorisation ou de la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire ou définitif, conformément à la procédure définie par la Loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

Les sanctions administratives communales suivantes sont prévues :

1. une amende administrative de maximum 350 euros ;
2. une suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune
3. un retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune;
4. une fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

Un recours contre la sanction peut être introduit par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

§ 2. Le mobilier placé sur la voie publique sans autorisation devra être enlevé sur le champ sur simple réquisition du Bourgmestre ou des agents assermentés ou de la police.

Lorsque le mobilier dont question à l'alinéa premier n'est pas immédiatement retiré, les dispositifs concernés feront l'objet, sur ordre du Bourgmestre et aux frais du contrevenant, d'un enlèvement d'office par la police.

Les objets ainsi retirés seront entreposés pour une période de 6 mois toujours aux frais du contrevenant. Si le contrevenant ou ses ayants droits n'a pas réclamé ses biens à l'expiration de ce délai de 6 mois, la Commune acquiert de plein droit la propriété des dispositifs placés illégalement sur la voie publique (conformément à la Loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsions, art. 4, al. 1).

Le collège des bourgmestre et échevins a le droit de vendre les matériaux et objets, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit.

Pour ce qui concerne les biens consommables, ils seront immédiatement distribués dans une banque d'alimentation.

Le contrevenant est tenu au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de vente des matériaux et objets. Le remboursement des sommes dont le contrevenant est redevable à l'Administration est poursuivi à l'initiative de l'Administration, par lettre recommandée à la poste.

Article 39.

Chaque nouvelle demande, introduite après l'entrée en vigueur de ce règlement, sera évaluée selon les modalités prévues par ce règlement. Les autorisations existantes doivent être régularisées et adaptées aux modalités prévues par ce règlement au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur de ce règlement. Au-delà de cette période transitoire, les autorisations existantes sont nulles de plein droit.

Le présent règlement entrera en vigueur 5 jours après sa publication sur le site internet officiel de la Commune et aux valves de la commune.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 23 février 2022.

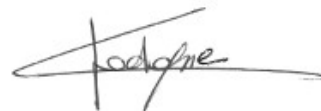
Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 23 februari 2022****Voorwerp nr 16** van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Fatiha El Khattabi, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, H. Yusuf Yildiz, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen.

#Voorwerp : Politierglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden - Goedkeuring #**DE GEMEENTERAAD**

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikelen 119, 119bis, 133 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordening;

Gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politierglement voor alle 19 Brusselse Gemeenten;

Gelet op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening van 23 juni 2010;

Overwegende dat terrassen en etalages een essentieel deel uitmaken van het stedelijke landschap;

Overwegende dat de bezetting van het publiek domein in het gemeentelijk actieplan tegen overlast als een bron van fysieke overlast wordt geïdentificeerd;

Overwegende de wil om de toegankelijkheid van de voetpaden en een harmonieus gebruik tussen de verschillende gebruikers en handelaren te verzekeren;

Overwegende het noodzakelijke belangenevenwicht tussen de veiligheid van gebruikers van de openbare weg en de ondernemersvrijheid van lokale handelaars;

Overwegende de noodzaak om een eerlijk evenwicht te verzekeren tussen de functies van beweging en verblijf;

Overwegende de noodzaak om de bestaande procedures te harmoniseren en de controle te faciliteren;

Overwegende de noodzaak om over een specifiek regelgevend kader te beschikken betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

Overwegende dat, volgens de Rio-Conferentie van 1992 of de Top van de Aarde, "de Agenda 21 programma" werd toegestaan en dat het gemeentebestuur van Schaarbeek sindsdien de Lokale Agenda 21, het Stedelijk Plan voor Duurzame Ontwikkeling (Schaarbeek 2021 genaamd) en het "Klimaatplan" heeft uitgevoerd; dat de verbod van accessoires zoals parasols en terrasverwarmers voldoet aan de doelstelling om de ecologische voetafdruk van de gemeente effectief te verkleinen;

Overwegende dat de gemeenten de taak hebben ervoor te zorgen dat de bewoners kunnen profiteren van de voordelen van een goede politie, met inbegrip van openbare rust en openbare orde;

BESLUIT**Algemeen****Artikel één.**

Het voorliggend reglement heeft tot doel om de administratieve regels en technische voorschriften vast te leggen met betrekking tot de installatie van terrassen, verdeelautomaten, etalages en andere objecten voor handelsdoeleinden op de openbare weg teneinde de toegankelijkheid en een harmonieus gedeeld gebruik ervan met andere gebruikers te garanderen.

Het is verboden om de openbare weg te bezetten voor handelsdoeleinden zonder voorafgaandelijke schriftelijke vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen. De vergunning bepaalt de toegelaten oppervlakte en de plaats van het toegelaten materiaal. Het College van Burgemeester en Schepenen kan bepaalde eenmalige uitzonderingen op het reglement toestaan in de mate dat de geest van het reglement en diens bepalingen die de openbare veiligheid en openbare rust garanderen, behouden blijft.

Artikel 2.

De gebruikte termen in het voorliggend reglement worden als volgt gedefinieerd:

1. Terras: commerciële uitbreiding van een HoReCa handelszaak in de frontale verlenging van zijn gevel op de openbare weg waarop tafels, stoelen, eetstanden en eventueel een aantal accessoires worden geplaatst, zoals parasols, bloembakken, menuborden, ...
2. Tegen-terras: gedeelte van het terras gesitueerd aan de voetpadrand langs de straatzijde.
3. Eilandterras: gedeelte van het terras gesitueerd in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak maar gescheiden door de openbare weg.
4. Terras op een parkeerstrook: terras gesitueerd op een deel van een parkeerstrook, tussen het voetpad en de rijweg.
5. Etalage: constructie om goederen en etenswaren die in een handelszaak worden verkocht uit te stallen op de openbare ruimte.

6. Tegenetalage: verplaatsbare etalage die zich aan de voetpadrand langs de straatzijde bevindt.
7. Menuborden: installatie dat eenvoudig op de grond wordt geplaatst, enkel- of dubbelzijdig, bedoeld ter ondersteuning van een bord, een advertentie of informatie (huisspecialiteiten, menu's, prijzen, acties) en dat kan worden verplaatst.
8. Scherm: inrichting bestaande uit een verticaal paneel bedoeld om het terras van een horecabedrijf te beschermen tegen slecht weer of om de grenzen van het terras af te bakenen.
9. Parasol: draagbare beschutting van stof of canvas, met één voet, vergelijkbaar met een paraplu, meestal gebruikt ter bescherming tegen de zon (soms tegen regen) en bevestigd aan een andere drager dan de gevel.
10. Zonnetent (luifel): luifel of verplaatsbaar dak ter bescherming en afdekking, bestaande uit een canvas of plastic zeildoek gespannen over een frame en bevestigd aan de gevel.
11. Prieel: tijdelijke en mobiele schuilplaats bestaande uit een stijf frame van minstens 1,20 meter lang, bedekt met een zeildoek of plastic zeildoek, gebruikt ter bescherming tegen zon en/of regen.
12. Rotisserie: verwarmingskast uitgerust met spitten en bedoeld voor het braden van vlees.
13. Draaitafel /tourniquet: roterend rek bedoeld voor de presentatie van ansichtkaarten, toeristische gidsen, enz.
14. Menuhouder: uitneembaar rek dat dient als ondersteuning van het menu aangeboden door een horecabedrijf (opgehangen aan de muur of op een standaard).
15. Vlag: stuk stof bevestigd aan een paal, met het insigne, het symbool, de kleuren van de handelszaak.
16. Terrasverwarmer: alle technische voorzieningen die het mogelijk maken de omgevingslucht te verwarmen door geleiding, straling of convectie, al dan niet verankerend.
17. Installatie: verzamelnaam die in deze regeling wordt gebruikt om alle termen aan te duiden waarnaar in dit artikel wordt verwezen.

Voorschriften van toepassing op alle installaties

Artikel 3.

Onder voorbehoud van uitzonderingen in het kader van een stedenbouwkundige vergunning, moeten de voorschriften van de stedenbouwkundige verordeningen steeds worden nageleefd.

Artikel 4.

De bezette oppervlakte wordt beperkt door de laterale grens van de handelszaak.

De uitbreiding voor een ander gebouw, een blinde muur en/of een andere handelszaak is verboden.

De toegang tot het pand of de andere verdiepingen ervan moet steeds verzekerd blijven.

Artikel 5.

Een vrije doorgang voor de voetgangers, vrij van elk obstakel, van minstens 1m50 moet altijd gegarandeerd zijn. Deze vrije doorgang betekent dat er geen enkel obstakel (straatmeubilair, signalisatie, verdeelautomaat, etc.) deze ruimte van 1m50 op het pad voor de voetgangers kan verminderen.

De beschikbare breedte is de afstand tussen de gevel van de handelszaak en de rand van de rijweg, na het aftrekken van de afstand van de aanwezige obstakels in de publieke ruimte.

De markering voor blinden en slechtzienden moet steeds vrij blijven.

Artikel 6.

De installatie en de omgeving ervan moeten in perfecte staat van onderhoud worden gehouden. Dit betekent dat het bezette oppervlak en de omgeving dagelijks schoongemaakt moeten worden. Afval (papier, rommel, sigarettenpeuken, ...) moet meteen worden verwijderd. Dergelijk afval mag in geen geval in de goot of aan de bomen worden gesmeten.

Het meubilair moet permanent in perfecte staat worden gehouden en vervangen bij slijtage.

Artikel 7.

De houders van de vergunning zijn verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de openbare rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak.

Zij engageren zich om hun klanten te informeren en aan te sporen om de rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak te respecteren.

Bij de sluiting van de handelszaak nemen zij alle mogelijke maatregelen om het meubilair op rustige wijze op te bergen.

Artikel 8.

§1. Enkel het materiaal, het meubilair en de accessoires die in de vergunning worden vermeld zijn toegelaten. Ze moeten binnen de toegestane oppervlakte worden geplaatst.

De installaties of ingebruiknemingen vallen uitsluitend onder de verantwoordelijkheid van de begunstigden van de vergunning, voor alle ongevallen, geleden of veroorzaakte schade of beschadigingen van eender welke aard. De gemeente kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor schade die wordt veroorzaakt aan haar meubilair en toebehoren door voorbijgangers of alle ongevallen op de openbare weg.

§ 2. Geen enkele installatie mag de toegang tot of de bediening van een brandkraan, een waterkraan, een afsluiter van een gasleiding of de ingang van een gebouw belemmeren.

§ 3. De installaties of ingebruiknemingen moeten alle vereiste garanties bieden op het vlak van de veiligheid en de naleving van de reglementeringen. Ze moeten onder meer zijn vervaardigd uit afgeronde of soepele materialen, zonder scherpe randen.

§ 4. Reclame op terrassen is toegestaan mits zij wordt aangebracht op meubilair dat is toegestaan overeenkomstig de door de bevoegde autoriteit verleende vergunning.

§ 5. Indien de zaakvoerder een bijkomend meubilair wenst toe te voegen ten opzichte van de oorspronkelijke vergunning, dient hij een nieuwe aanvraag in te dienen voor de vergunning tot bezetting van de openbare weg volgens de procedure voorzien in deze Verordening.

Artikel 9.

De dienstverlening op het terras en het gebruik van het meubilair (al dan niet voor consumptie) is verboden vanaf 00.00 uur tijdens de week en vanaf 01.00 uur op de vooravond van een feestdag, vrijdag en zaterdag. Vanaf 00.00 uur tijdens de week en vanaf 01.00 uur op de vooravond van een feestdag, vrijdag en zaterdag moet het meubilair op het terras zo worden opgeborgen dat de gasten er niet meer kunnen aan plaatsnemen.

Het meubilair moet uit de openbare ruimte worden verwijderd, wanneer er gedurende meer dan 48 opeenvolgende uren geen

activiteit meer is (een inrichting die om welke reden dan ook gesloten is).

Artikel 10.

Zonnewering en aanverwante moeten worden opgesteld op een wijze waarop ze, eens dat ze in gebruik zijn, de toegestane oppervlakte niet overschrijden en de doorgang voor voetgangers, personen met een beperkte mobiliteit en het verkeer niet hinderen. Ze hebben een hoogte van minimaal 2m50 en moeten de zichtbaarheid van de handelszaken in de buurt respecteren. Indien de omstandigheden in een bepaald geval dit niet toelaten, kan de minimale vrije hoogte dalen tot 2m20.

Ze mogen in geen geval de zichtbaarheid van verkeerslichten of signalisatieborden beperken.

Onverminderd de geldende stedenbouwkundige voorschriften mogen beschermingsystemen zoals luifels, afdaken of zonnetenten niet verder komen dan de toegestane inneming van de terrassen en moeten deze voorzieningen buiten de openingstijden van de inrichtingen worden dichtgevouwen.

De installaties mogen de openbare verlichting, de verkeerstekens en andere voorwerpen van openbaar belang niet aan het gezicht onttrekken.

Artikel 11.

Moquettes, tapijten en elke vloerbedekking die het voetpad bedekt, zijn verboden. Wanneer het terras of de etalage zich op een voetpad met een aanzienlijke helling bevindt, kan de plaatsing van een vloer worden aangevraagd door bij de dienst stedenbouw een vergunningsaanvraag in te dienen. Het ontwerp moet het mogelijk maken om het binnen een korte tijd (minder dan een uur) te verplaatsen of te verwijderen. De vloer mag in geen geval op de grond of aan de gevels worden bevestigd.

Apparaten voor het verwarmen van het terras zijn verboden.

Toestellen voor het bereiden van voedingsmiddelen (rotisserie enz.) zijn onderworpen aan een specifieke vergunning van de College van Burgemeester en Schepenen. Een extra veiligheidszone van 1m, bovenop de voorziene minimumdoorgang van 1m50 voor voetgangers, moet steeds worden gegarandeerd.

Bijzondere voorschriften: terrassen, tegenterrassen, eilandterrassen & terrassen op een parkeerstrook

Artikel 12.

Enkel meubilair waarvan de omvang en het aantal verenigbaar zijn met de toegelaten oppervlakte wordt toegelaten. Het meubilair en de accessoires moeten steeds binnen het toegelaten oppervlak blijven.

Artikel 13.

Wanneer een gevelterras met een tegenterras wordt gecombineerd moet een vrije doorgang van minstens 2m00 gegarandeerd zijn. De toegelaten oppervlakte mag maximaal 50% van de beschikbare oppervlakte van het voetpad innemen. Wanneer het tegenterras zich naast de rijbaan of naast een parkeerplaats bevindt, moet er minstens 0m90 afstand zijn met de rand van het voetpad.

Artikel 14.

Het is verboden om het terras van geluidsverstrekking te voorzien.

Artikel 15.

De houders van de vergunning zijn verantwoordelijk voor de netheid en het respect voor de publieke rust in de onmiddellijke nabijheid van de handelszaak door de klanten. Er worden voldoende asbakken en geschikte, gesloten vuilnisbakken ter beschikking gesteld van de klanten.

Artikel 16.

Beschermende schermen evenwijdig aan of loodrecht op de façade moeten eenvormig, stevig, transparant en demontebaar zijn. Ze mogen een basis hebben (bloembakken etc.) met een hoogte van maximaal 0m80. De maximale hoogte van de beschermende schermen, met inbegrip van de sublaag, bedraagt 1m30. Deze grenswaardegrens van 1m30 berekent vanuit de grond.

Artikel 17.

Bloembakken mogen geplaatst worden binnen het toegestane oppervlakte op een manier waarop ze de buurtbewoners en de omliggende handelszaken niet hinderen. Ze moeten door de houders van de vergunning worden onderhouden. De bloemen en planten mogen niet giftig zijn of overwoekeren. Met inbegrip van de bloembak hebben ze een maximale hoogte van 1m30. Deze grenswaardegrens van 1m30 berekent vanuit de grond.

Artikel 18.

Het terras moet toegankelijk zijn voor personen met een beperkte mobiliteit. Om personen in een rolstoel te kunnen ontvangen zijn tafels met een minimumhoogte van 0m73 aangewezen.

Artikel 19.

Indien het voetpad een aanzienlijke helling heeft of wanneer het terras op een parkeerstrook wordt geplaatst (toegestaan zolang de openbare veiligheid gegarandeerd is) is de plaatsing van een plankenvloer verplicht mits voorlegging van een stedenbouwkundige vergunning.

De plankenvloer mag uitsluitend van hout worden gemaakt en mag in geen geval in de grond of aan de façade worden bevestigd.

De afvoer van water onder de plankenvloer moet voorzien worden.

De plankenvloer moet een oppervlakte vormen zonder spleten of tussenruimtes om de opstapeling van afval te vermijden.

De plankenvloer mag op geen enkele wijze bedekt worden.

De toegang tot de ondergrondse netwerken moet steeds gegarandeerd zijn. De plankenvloer moet steeds in minder dan één uur kunnen worden verwijderd.

Artikel 20.

Terrassen op een parkeerstrook mogen enkel toegankelijk zijn via het voetpad. Beschermende afsluitingen van min. 1m50 aan de zijkant en langs de kant van de rijweg zijn verplicht. Aan de drie kanten van de afsluiting moeten reflecterende stroken worden aangebracht.

Het enige overhangende meubilair dat kan bij een terras op een parkeerstrook is de parasol. Meubilair zoals luifels, afdaken, zonnetenten of tenten zijn op een parkeerstrook niet toegelaten.

Bijzondere voorschriften: etalages en tegenetalages

Artikel 21.

Een etalage is uitsluitend bestemd om goederen die in de handelszaak worden verkocht uit te stallen in de openbare ruimte. Een etalage mag in geen geval worden gebruikt om goederen te stockeren. De goederen mogen niet rechtstreeks op de grond of op een pallet worden geplaatst.

Artikel 22.

Wanneer een geveletalage met een tegenetalage wordt gecombineerd moet een vrije doorgang van minstens 2m gegarandeerd zijn.

Artikel 23.

De breedte van de etalage mag niet groter zijn dan die van de gevel van de inrichting, in voorkomend geval verminderd met de breedte van de doorgang die de toegang tot het gebouw mogelijk maakt.

Enkel etalages met een maximale hoogte van 1m30 zijn toegestaan. Het model moet gepreciseerd worden in de aanvraagprocedure.

Bijzondere voorschriften: stoepbord/menuhouder/vlag en ander rek

Artikel 24.

Elke handelszaak kan een aanvraag voor een stoepbord of menuhouder of vlag of ander rek indienen volgens de voorwaarden van deze Politieverordening.

Voor de handelszaken die beschikken over een vergunning voor een terras of een uitstalling, kan een stoepbord of menuhouder of vlag in de omgeving van het terras worden geplaatst zonder dat er een specifieke vergunning dient te worden aangevraagd.

Voor de behandeling van de aanvraag van een stoepbord of menuhouder of vlag moet de handelszaak verschillende documenten bezorgen, namelijk:

- een kopie van de statuten (als de handelszaak wordt uitgebaat door een rechtspersoon) en van de identiteitskaart van de uitbater;
- foto's van de plaats en van de voorgestelde inrichting of een simulatie.

Artikel 25.

Wanneer de zaak over een terrasvergunning beschikt, moet het stoepbord of de menuhouder of vlag verplicht binnen de perimeter van het terras worden geïnstalleerd, tenzij een specifieke plaatsing is voorzien in het kader van de heraanleg van de weg die is goedgekeurd door de overheidsinstanties.

Wanneer de zaak niet over een terrasvergunning beschikt, kan het stoepbord of de menuhouder of vlag enkel worden toegelaten als de breedte van het trottoir het behoud van een zone van 1m50 voor de doorgang van voetgangers mogelijk maakt.

Artikel 26.

Het stoepbord of de menuhouder of de vlag moet kunnen worden verwijderd en mag niet verankerd zijn in de grond. Bovendien moet er een aankondiging van maximaal 1m20 hoog en maximaal 60 centimeter breed kunnen worden op aangebracht.

Voor elke menuhouder die aan de gevel of op de grond wordt bevestigd, dient een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning te worden ingediend bij het departement Stedenbouw.

Er kan slechts één stoepbord of menuhouder per zaak worden toegestaan.

Er kan een vergunning voor maximaal 2 aan de gevel bevestigde menuhouders worden toegekend, op voorwaarde dat daarvoor een stedenbouwkundige vergunning wordt verkregen bij het departement Stedenbouw.

De reclameopschriften mogen maximaal 10% van de oppervlakte van het stoepbord of de menuhouder innemen.

De foto's van gerechten zijn verboden.

Aanvraag van een vergunning

Artikel 27.

Elke bezetting van het openbaar domein door een terras, een etalage, rek, een verdeler of een ander object voor handelsdoeleinden is onderworpen aan een voorafgaandelijke vergunning van de College van Burgemeester en Schepenen.

Tegen een beslissing tot weigering van de College van Burgemeester en Schepenen kan beroep worden ingesteld bij de Raad van State.

Artikel 28.

De natuurlijke of rechtspersonen, eigenaars of uitbaters van een handelszaak op het gelijkvloers dat uitsteekt op de publieke ruimte en waarvan het administratief dossier in orde is en zowel op het niveau van stedenbouw, mogen een aanvraag indienen om een de openbare ruimte te bezetten voor handelsdoeleinden met een verdeler of etalage.

Onder dezelfde voorwaarden, en als het HoReCa betreft, mag de uitbater, natuurlijke of rechtspersoon, een aanvraag indienen voor de plaatsing van een terras.

Artikel 29

§ 1. Alleen een persoon die de instelling geldig vertegenwoordigt, kan een aanvraag indienen.

§ 2. Het aanvraagdossier moet gericht zijn aan de College van Burgemeester en Schepenen en volgende documenten bevatten

1. Het correct en volledig ingevulde aanvraagformulier;
2. Een gedetailleerde plattegrond van de situatie, waarop de inplanting van het gevraagde materiaal wordt weergegeven, evenals de afmetingen van het voetpad, de gevel, de ingang van het gebouw en alle obstakels (straatmeubilair, paaltjes, bomen etc.);
3. Een beschrijving van het materiaal en de meubels die gebruikt zullen worden, met inbegrip van hun aantal;
4. Minstens drie kleurenfoto's van de plaats (loodrecht op de gevel, vanaf de rechterzijde en vanaf de linkerzijde) waarop het gebouw en de omgeving van de gevraagde oppervlakte zichtbaar is (het voetpad, het straatmeubilair, bomen etc.);
5. Het betalingsbewijs van de fiscale bijdrage;
6. Het advies van de dienst Stedenbouw en/of de stedenbouwkundige vergunning in geval van een permanente etalage, een terras op een parkeerstrook of de plaatsing van een plankenvloer;
7. Voor een vast terras (op de vloer, beschermd of gesloten) of met een oppervlakte van meer dan 50 m², of wanneer een terras op minder dan 10 meter van een beschermd goed wordt geplaatst, moet een aanvraag voor een stedenbouwvergunning worden ingediend bij de dienst Stedenbouw, dat de administratieve politie op de hoogte stelt van het definitieve besluit;
8. De toelating van de gewestelijke overheid in het geval van een installatie op het openbaar domein van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. Een onvolledige aanvraag wordt beschouwd als onontvankelijk. De aanvrager wordt hiervan per brief op de hoogte gebracht. Indien de aanvraag binnen de 60 dagen die volgt op de kennisgeving niet op geldige wijze wordt aangevuld, wordt de aanvraag geannuleerd zonder bijkomende kennisgeving hiervan.

Artikel 30.

Op basis van het advies van gemeentelijke diensten, de politie, de brandweer of de hogere overheden kan de aanvraag geweigerd

worden of kunnen bepaalde beperkingen worden opgelegd.

Artikel 31.

De vergunning wordt uitgevaardigd aan de uitbater (natuurlijke persoon, in voorkomend geval van een rechtspersoon) een welbepaald adres. Ze kan niet aan derden worden overgedragen.

Artikel 32.

Elke vergunning is precair en herroepbaar. Om redenen van algemeen belang (werken aan het openbaar domein, uitzonderlijke evenementen of manifestaties, ...) kan de vergunning gewijzigd of ingetrokken worden.

Artikel 33.

De bezetting van de openbare ruimte is onderworpen aan een fiscale bijdrage, zoals voorzien in de gemeentelijk belastingreglementen. De betaling van een fiscale bijdrage ontslaat de uitbater niet van de verplichting om een terrasvergunning aan te vragen.

Artikel 34.

§ 1. De toelating voor de bezetting van de openbare ruimte kan hetzij voor enkele dagen voor een feestje of een exceptioneel evenement hetzij voor of op jaarlijkse basis.

§ 2. Een vergunning heeft een geldigheid van 5 jaar.

Wanneer de vergunning vervalt, moet de installatie onmiddellijk worden verwijderd. Het openbaar domein moet in onberispelijke staat worden hersteld. Elke bezetting van het openbaar domein zonder vergunning kan het voorwerp uitmaken van een ambtshalve verwijdering op kosten van de uitbater.

Controle & sancties

Artikel 35.

De vergunning treedt pas in werking wanneer deze op een zichtbare wijze op het vitrineraam wordt bevestigd zodat deze leesbaar is van buitenaf.

Artikel 36.

De houders van een vergunning moeten medewerking verlenen aan acties waarbij de vergunning en/of de toegelaten afmetingen wordt gecontroleerd, zowel door gemeentelijke ambtenaren als door de politie.

Artikel 37.

De aan de vergunning geannexeerde plan moet op eerste aanvraag aan de politieagenten gegeven worden tijdens de controles. Het betalingsbewijs van de fiscale bijdrage op de bezetting van de openbare ruimte voor handelsdoeleinden moet op vraag van de bevoegde overheid kunnen worden voorgelegd.

Artikel 38.

§ 1. Het niet naleven van de bepalingen van het reglement betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden zal bestraft worden met een administratieve geldboete en/of de schorsing of het intrekken van de vergunning of de tijdelijke of definitieve sluiting, zoals bepaald wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

De volgende administratieve sancties zijn voorzien:

1. een boete van maximum 350 euro's;
2. een administratieve schorsing van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
3. een administratieve intrekking van de vergunning of toelating die door de gemeente werd afgeleverd;
4. een administratieve sluiting van de vestiging voor een bepaalde termijn of definitief.

Een beroep tegen de sanctie kan voor de politierechtbank ingevoerd worden, volgens de rechterlijke procedure binnen een termijn van een maand vanaf de betekening van de beslissing.

§ 2. Het meubilair dat zonder vergunning op de openbare weg geplaatst wordt, moet op eenvoudig verzoek van de burgemeester of beëdigde agenten of van de politie worden verwijderd.

Wanneer het meubilair waarvan sprake in het eerste lid niet onmiddellijk wordt ingetrokken, zullen de betrokken inrichtingen op bevel van de Burgemeester en op kosten van de overtreder het voorwerp uitmaken van de ambtshalve verwijdering door de politie. Het aldus verwijderde meubilair zal gedurende zes maanden ten koste van de overtreder worden opgeslagen. Indien de overtreder of zijn rechthebbenden na het verstrijken van deze termijn van 6 maanden niet om zijn goederen hebben verzocht, verwerft de Gemeente van rechtswege de eigendom van de hulpmiddelen die illegaal op de openbare weg zijn geplaatst (zoals bepaald in de Wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting, wat de bewaring van fietsen betreft, art. 4, lid. 1).

Het College van burgemeester en schepenen heeft het recht om de objecten en het materieel te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernielen op een plaats naar keuze.

Wat de verbruiksgoederen betreft, zullen zij onmiddellijk in een voedingsbank worden verdeeld.

De overtreder moet alle uitvoeringskosten terugbetalen, na aftrek van de verkoopprijs van de materialen en voorwerpen. De terugbetaling van de bedragen die de inbreukmaker aan de Administratie verschuldigd is, wordt op initiatief van de Administratie voortgezet, bij aangetekende brief aan de post.

Artikel 39.

Elke nieuwe aanvraag, ingediend na de inwerkingtreding van dit reglement, zal worden beoordeeld volgens de bepalingen in het reglement. Na de inwerkingtreding van dit reglement moeten de bestaande vergunningen binnen 1 jaar geregulariseerd en aangepast zijn aan de bepalingen van dit reglement. De bestaande vergunningen vervallen van rechtswege na deze overgangsperiode. Onderhavig reglement treedt in werking 5 dagen na publicatie op de officiële website van de gemeente en op de gemeentelijke mededelingsborden.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 23 februari 2022.

De Gemeentesecretaris,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'D' followed by a stylized 'N' and 'P'.

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jodogne' with a long horizontal stroke extending to the right.

Cécile JODOGNE